

# Comment le Japon entend renégocier le protocole de Kyoto

Si Tokyo n'a pas réussi à atteindre ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, c'est parce que la répartition des efforts demandés lui a été défavorable

**S**ix mois avant l'adoption du protocole de Kyoto, en décembre 1997, le Keidanren, le Medef japonais, avait démarré une initiative volontaire pour stabiliser en 2010 les émissions de CO<sub>2</sub> des entreprises japonaises au niveau de 1990. Trente-cinq secteurs industriels y participent aujourd'hui, et sont en voie d'atteindre l'objectif.

En juin 1998, le gouvernement japonais a lancé de son côté un plan de mise en œuvre de l'objectif de Kyoto, révisé en 2002 et 2005. A chaque révision, le gouvernement a introduit des mesures, par exemple, en 1998, l'obligation pour toutes les voitures neuves d'atteindre le niveau d'efficacité énergétique du véhicule le plus performant de sa catégorie. En 2002, les producteurs d'électricité se sont vus contraints de diversifier leurs sources de production par l'utilisation des énergies renouvelables. De plus, le gouvernement et les entreprises ont recherché activement des « crédits » carbonés résultant d'investissements au titre du « mécanisme de développement propre » (MDP) dans des pays émergents.

En dépit de tous ces efforts, en 2005, les émissions de gaz à effet de serre (GES) du Japon ont été de 8,1 % supérieures au niveau de 1990. Il sera presque impossible, pour le Japon, d'atteindre l'objectif de Kyoto (- 6 %) en 2012. Cet échec résulte d'une répartition « injuste » pour le Japon des efforts de réduction exigés par le protocole. Ainsi, le coût marginal de l'objectif est-il, selon le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), bien plus élevé au Japon (255 euros par tonne de carbone) que dans l'Union européenne (163 euros).

Le Japon n'a plus que deux possibilités. L'une est d'acheter des droits d'émissions à la Russie. L'autre est de ne pas atteindre son objectif et d'expliquer à la communauté internationale que nous avons fait tout notre possible pour y parvenir. La première option, que j'appelle « confortabilité sur le papier », n'est pas à recommander, parce qu'elle ne conduit pas à une réduction globale : la Russie a des droits en excès (ce qu'on appelle l'« air chaud ») et les vendre au Japon ou à un autre pays n'amènerait pas de réduction d'émissions,

## MITSUTSUNE YAMAGUCHI

sions, mais un simple transfert d'argent des contribuables japonais à la Russie.

Je préfère donc la seconde option. Cependant nous pourrions être blâmés pour avoir ignoré un engagement international. Il nous faut donc démontrer l'importance de nos efforts, comme notre position de leader mondial de l'efficacité énergétique dans des secteurs tels que la production d'électricité, de fer et d'acier.

*« Peut-on attirer les Etats-Unis, et plus tard la Chine et l'Inde, dans l'actuel système d'échange de permis d'émissions ? Je ne le crois pas »*

Cela ne signifie pas que le Japon renonce à lutter contre le réchauffement global. Au contraire, nous partageons le sentiment que les émissions de GES doivent être réduites au cours du siècle, à moins de la moitié du niveau actuel, si nous voulons éviter de dépasser des niveaux de concentration susceptibles d'entraîner de dangereuses interférences avec notre écosystème.

Au vu de la croissance rapide des GES dans les pays en développement, il est clair que cet objectif ne sera pas atteint sans une participation mondiale. Peut-on attirer les Etats-Unis, et plus tard la Chine et l'Inde, dans l'actuel système d'échange de permis d'émissions ? Je ne le crois pas. Si les nouveaux objectifs d'un régime post-Kyoto sont très ambitieux, les Etats-Unis ne les accepteront jamais. Ils se sont retirés du protocole en partie parce qu'il leur aurait été trop coûteux d'atteindre leur objectif. Si les Américains n'y sont pas, la Chine et l'Inde ne suivront pas. Et si l'on attribue des objectifs

plus faciles aux Etats-Unis et plus ambitieux à l'Union européenne (UE) et au Japon, ce sera inacceptable pour ces derniers.

Au Japon, le sentiment dominant est qu'accepter les objectifs inéquitables de Kyoto fut une erreur. L'UE a certainement entrepris des efforts sérieux, comme son système de permis d'émissions négociables, mais la réunification de l'Allemagne et la libéralisation des politiques énergétiques au Royaume-Uni ont contribué à la réduction des émissions de GES européennes. De plus, l'UE a l'avantage de pouvoir redistribuer son quota entre les pays membres. En toute hypothèse, si les échanges de permis demeurent l'un des choix pour l'architecture internationale post-Kyoto, le Japon n'acceptera jamais un objectif aussi coûteux à atteindre.

Plusieurs possibilités sont en discussion, y compris des taxes harmonisées, des permis négociables avec des prix plafond, des objectifs d'intensité carbone, des systèmes de « promesses vérifiables », des objectifs sectoriels et des accords de coopération technologique. Toutes ces propositions ont leurs mérites et leurs faiblesses. En les évaluant, il faudra privilégier un critère : la participation des Etats-Unis.

Une idée réaliste pourrait être, pour commencer, des promesses vérifiables accompagnées d'accords sectoriels et de coopération technologique. Ces promesses elles-mêmes doivent être sujettes à évaluation et l'estimation des réductions d'émissions promises par tous les pays comptabilisée par un secrétariat ad hoc. Cette idée peut paraître trop modeste et ne pas pouvoir fournir de réductions importantes au cours des dix prochaines années, mais elle permettrait d'attirer de nouveaux participants qui pourraient discuter de réductions plus importantes, si la situation change ou si de nouvelles découvertes scientifiques le réclament.

Pour finir je voudrais souligner que, sans innovation et diffusion technologique, aucune architecture climatique ne sera capable d'accomplir de réductions drastiques. Et pour promouvoir l'innovation technologique, un objectif de long terme est plus efficace que des objectifs de court terme. ■

*Mitsutsune Yamaguchi est professeur à l'université de Tokyo. Il est membre des comités sur la politique climatique du gouvernement japonais.*